



DTM

MATRICE DE SUIVI DES DÉPLACEMENTS

BURUNDI
SEPTEMBRE 2017



TABLE DES MATIÈRES

- 1 Carte de présence des PDI
- 2 Méthodologie de la DTM Burundi
- 3 Points saillants
- 4 Raisons des déplacements
- 5 Tendances des déplacements
- 6-7 Aperçu humanitaire
- 8 Sites de PDI
- 9-12 Impact des désastres naturels
- 13 Contact

Ce rapport de la DTM a été financé par le généreux soutien du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF ou Central Emergency Response Fund) des Nations Unies et de l'Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (USAID/OFDA).



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



United Nations
CERF
Central
Emergency
Response
Fund

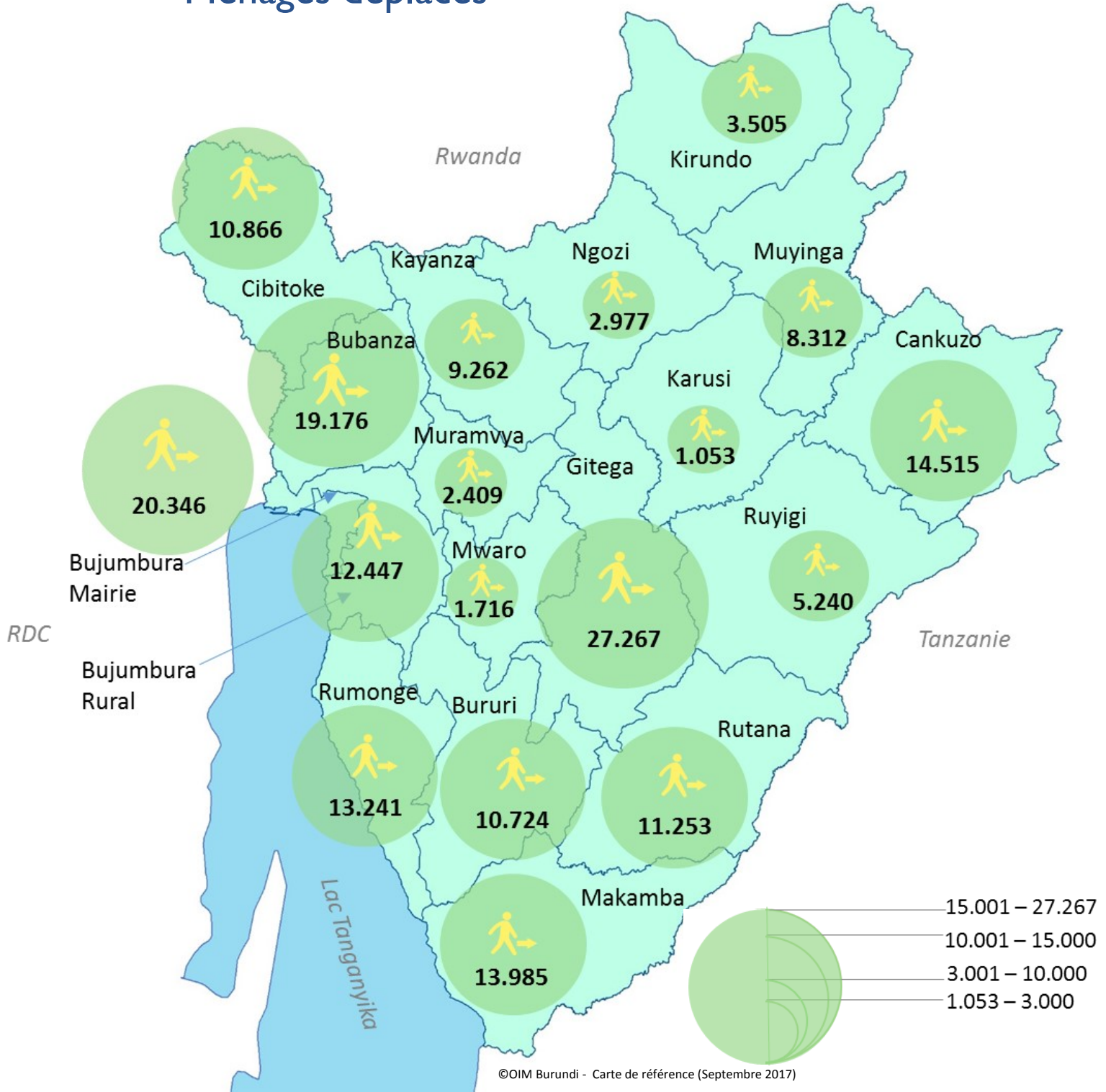


188.294

Personnes Déplacées Internes (PDI)

42.324

Ménages déplacés



Carte 1: Présence de PDI par province

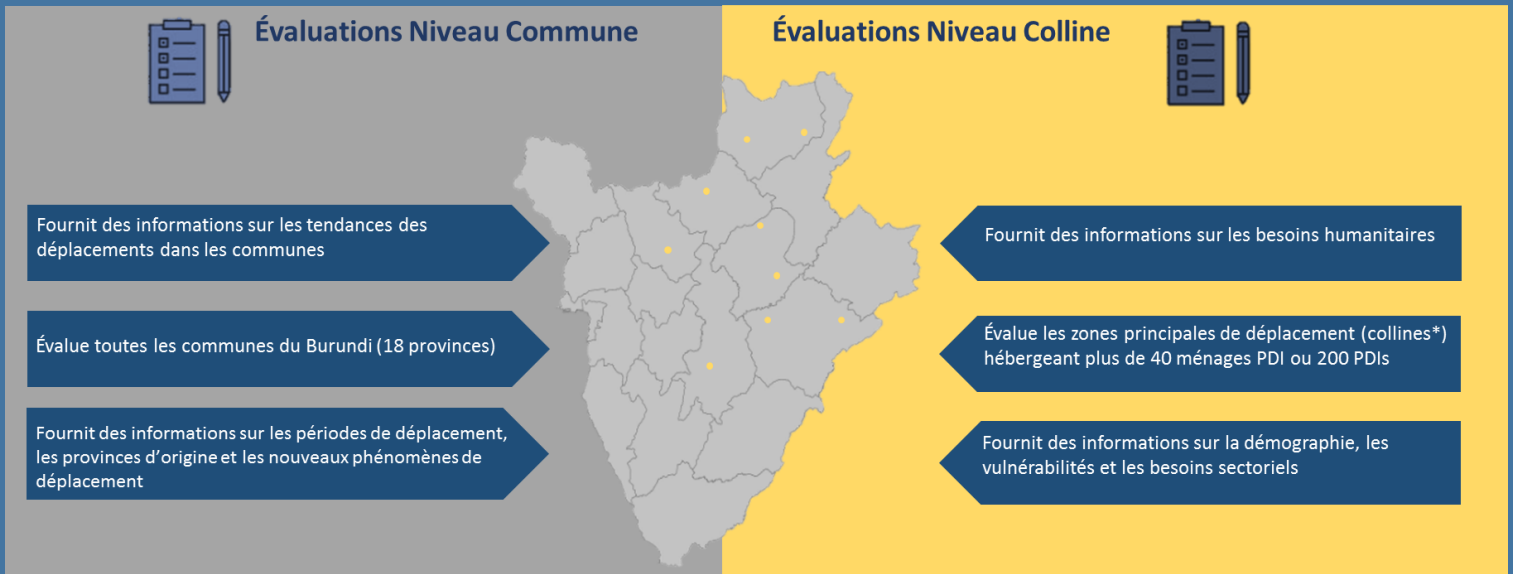
MÉTHODOLOGIE DTM

La Matrice de Suivi des Déplacements est un système qui est mis en œuvre afin de capturer, analyser et disséminer des informations visant à mieux comprendre les mouvements et les besoins des personnes déplacées internes dans toutes les provinces du Burundi.

- 1. Les volontaires de la Croix-Rouge du Burundi consultent les informateurs clés qui connaissent les tendances des déplacements et les besoins des communautés. Les informateurs clés sont les chefs des communautés, les autorités locales du gouvernement, ou les chefs religieux.



- 2. Les enquêteurs complètent deux types d'évaluations:

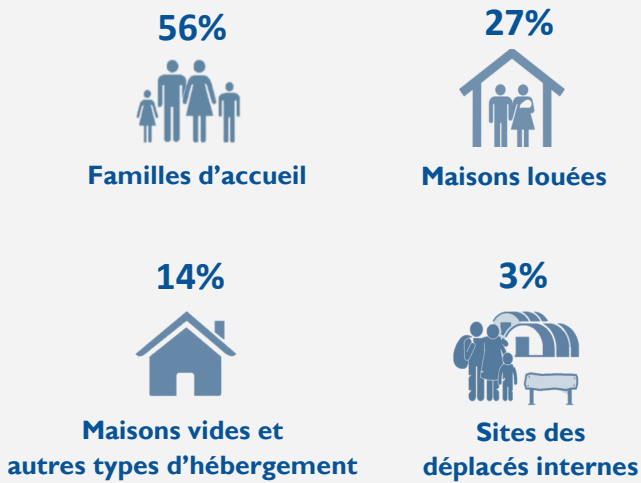


- 3. Une fois les données vérifiées, l'OIM les compile pour produire un rapport.



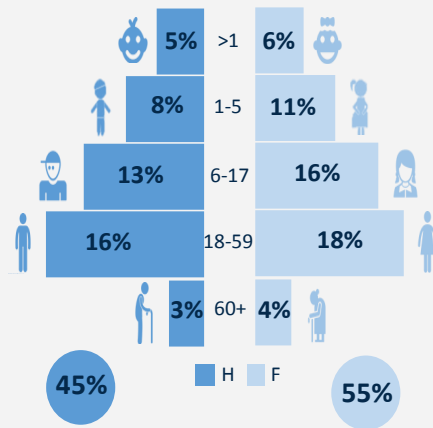
POINTS SAILLANTS

TYPES D'HÉBERGEMENT



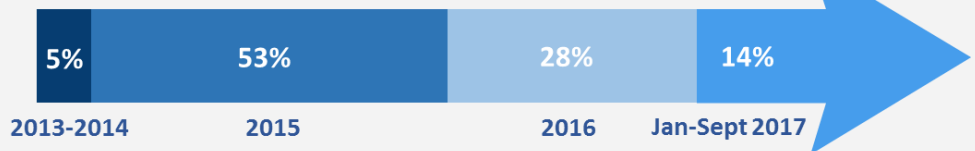
Graphique 1: Pourcentage de PDI par type d'hébergement

DÉMOGRAPHIE DE LA POPULATION DÉPLACÉE



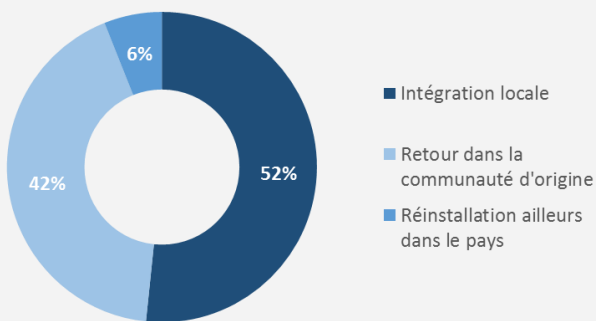
Graphique 2: Démographie de la population déplacée

PÉRIODES DE DÉPLACEMENT



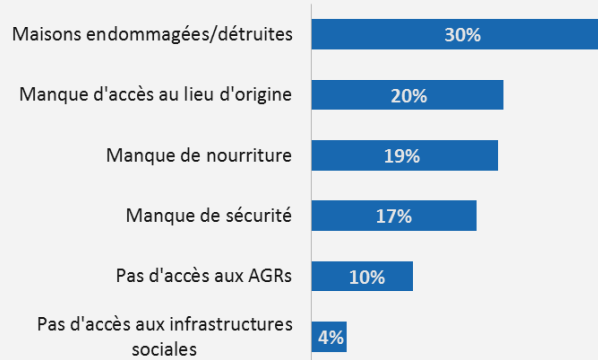
Graphique 3: Pourcentage de PDI par période de déplacement

INTENTIONS DE RETOUR



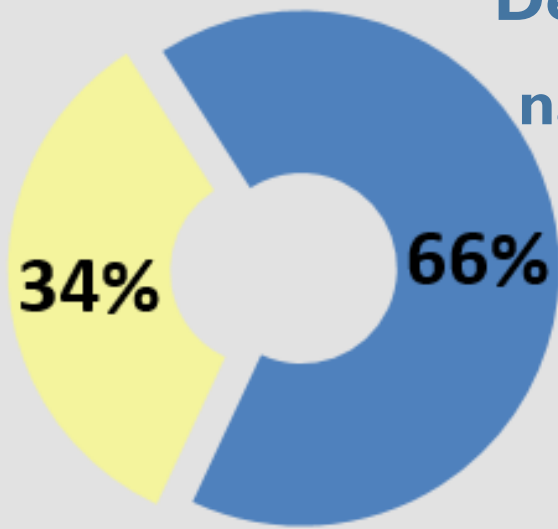
Graphique 4: Pourcentage des collines par intention de retour de la majorité des PDI

RAISONS EMPÊCHANT LE RETOUR

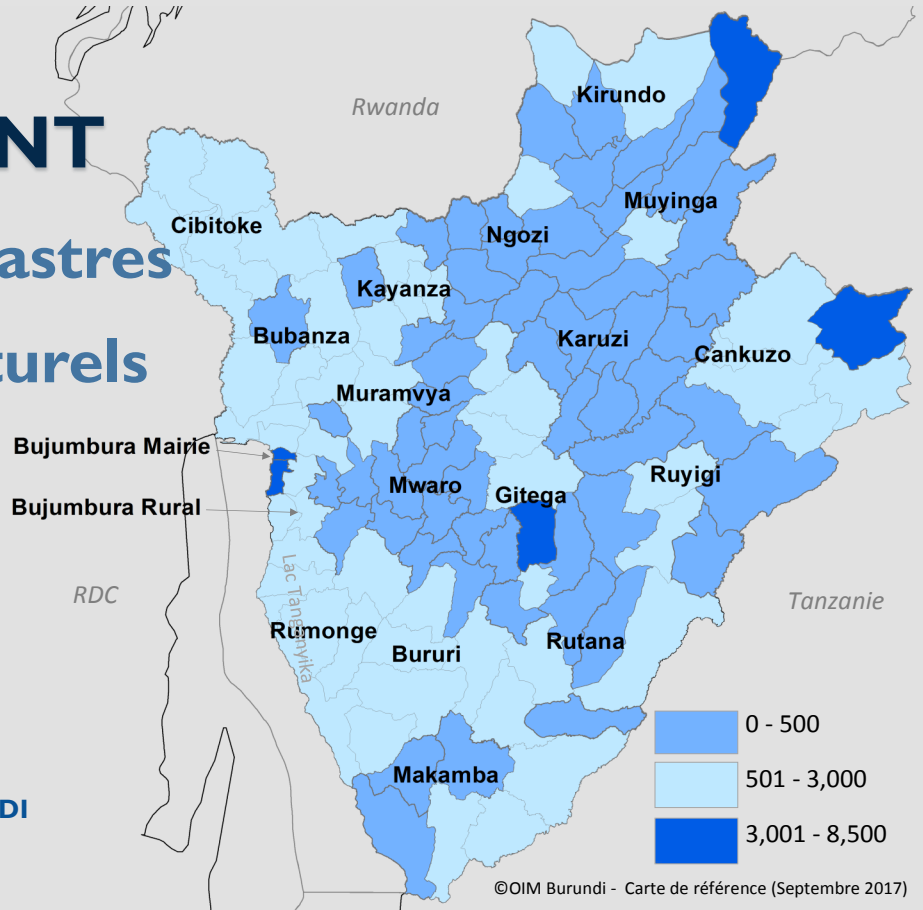


Graphique 5: Pourcentage des collines par raison empêchant le retour de la majorité des PDI

RAISONS DE DÉPLACEMENT

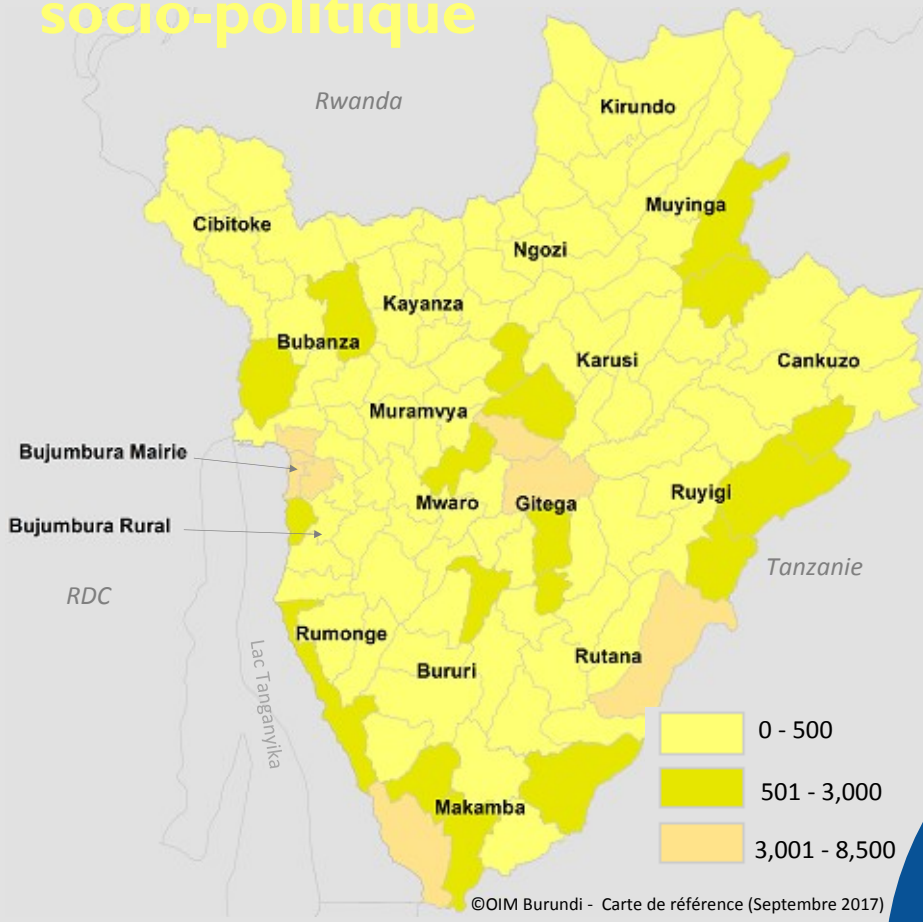


Désastres naturels



Carte 2: Déplacements des PDI par commune, suite aux désastres naturels

Situation socio-politique



Carte 3: Déplacements des PDI par commune, suite à la situation socio-politique

61% des PDI suite à la situation socio-politique proviennent des provinces de Bujumbura Mairie (24%), Gitega (23%) et Makamba (14%).

Les déplacements causés par les désastres naturels sont beaucoup signalés dans les provinces de Bubanza (13%), Cankuzo (10%) et Gitega (10%). Le phénomène récent le plus remarquable ayant causé le plus de déplacements est la sécheresse (78%), suivi des feux de brousse (19%).

Le saviez-vous?

Un PDI est une personne qui a été involontairement déplacée à l'intérieur des frontières d'un Etat. La DTM Burundi recueille des données sur les personnes déplacées internes en raison de la situation sociopolitique, des catastrophes naturelles et de l'expulsion des terres.

DÉPLACEMENTS INTERNES

Juillet 198.265 PDI
Août 191.806 PDI
Septembre 188.294 PDI

Les résultats des collectes de données menées par la DTM de juillet à septembre 2017, révèlent une diminution du nombre de PDI au Burundi. Cette diminution s'explique principalement par la reconstruction des maisons des PDI. Dans différentes provinces du pays, des activités de reconstruction des maisons des PDI ont été réalisées par les volontaires de la Croix Rouge, des élèves en vacances et la population locale pendant la période d'été (juin, juillet et août). La province où cette diminution est la plus importante est la province de Karusi suite à ces activités de reconstruction des maisons. Cette diminution s'explique également par le retour d'une partie des personnes issues de la province de Bujumbura Mairie, qui avaient été déplacées pour des raisons socio-politiques et qui y sont retournées suite à l'amélioration de la sécurité dans la ville.

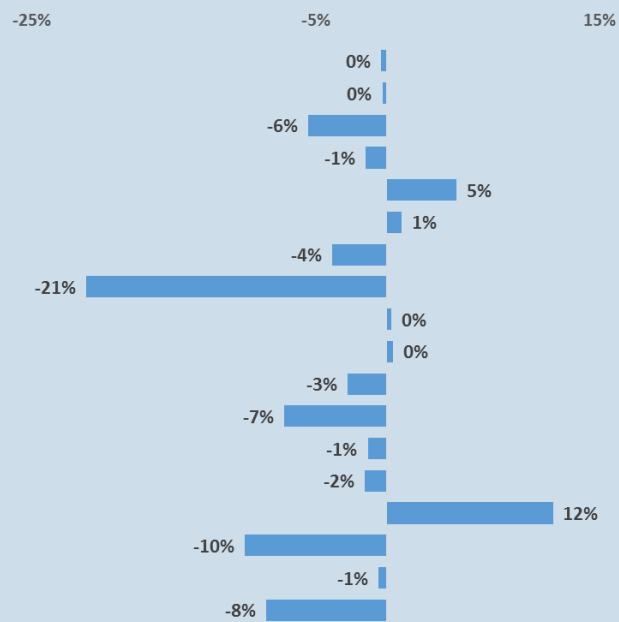
Dans la province de Muyinga, le nombre de PDI a diminué de 9% entre les mois de juillet et septembre 2017. Cette diminution a été particulièrement forte dans la commune de Giteranyi. Les PDI en provenance de Kirundo s'installent temporairement dans cette province avant de se déplacer vers la province de Cankuzo et vers la Tanzanie. Ces PDI qui vivent grâce au travail journalier quittent Muyinga à la recherche de travail et de terres cultivables.

Les résultats de l'opération d'identification des déplacés internes effectuée au mois d'août par l'Organisation Internationale pour les Migrations et la Croix-Rouge dans les sites de Cashi et Gitaza, dans la province de Rumonge, indiquent une diminution de plus de 800 PDI. Le retour de 489 PDI dans leur communauté d'origine au mois de septembre 2017 a aussi contribué à cette diminution du nombre de PDI dans cette province.

Bien que la sécurité se soit globalement améliorée, quelques récents incidents de sécurité à Bujumbura ont poussé les PDI à se cacher et à se déplacer vers d'autres localités, provoquant une diminution plus faible du nombre de PDI présents dans la capitale au cours du mois dernier. Au mois d'août 2017, dans la zone urbaine de Buyenzi, une grenade a été lancée, provoquant la mort de plusieurs PDI ainsi que le déplacement d'autres personnes.



Carte 4: Evolution de la présence des PDI par province du mois d'août à septembre



Graphique 7: Tendances sur la présence des PDI par province du mois d'août à septembre

L'existence de terres cultivables, la facilité d'accès de la Tanzanie depuis Cankuzo, ainsi que la communication entre les PDI et la population de Kirundo ont contribué à l'augmentation du nombre de PDI à Cankuzo en particulier dans les communes de Mishiha et Kigamba.

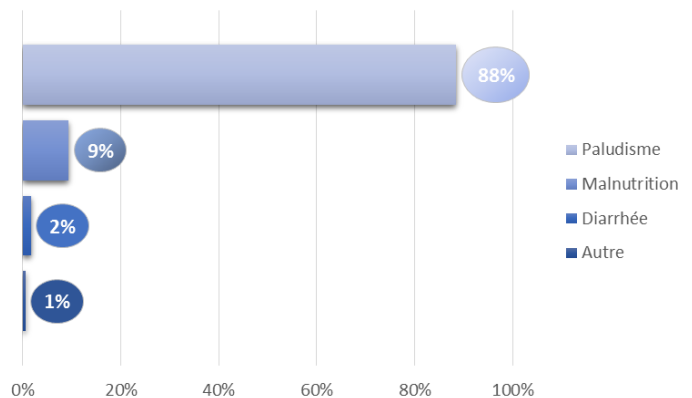
Récemment, les feux de brousse ayant eu lieu dans la commune de Mabayi, province de Cibitoke, ont détruit des maisons, provoquant le déplacement de quelques ménages. Les pluies torrentielles de fin août et début septembre 2017 ont aussi provoqué le déplacement des populations dans les communes de Mabayi et Bukinanyana.



APERÇU HUMANITAIRE

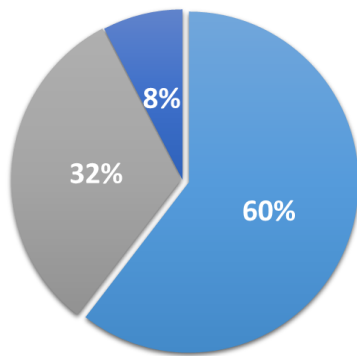
Santé

Dans 88% des collines enquêtées dans le pays, le paludisme est le problème de santé le plus récurrent. Les provinces les plus touchées sont celles de Bururi, Kayanza, Rutana, Rumonge et Ruyigi. Dans ces provinces, le paludisme est présent dans la totalité des collines enquêtées. Dans la totalité des collines évaluées de la province de Bururi, le temps de marche des PDI pour atteindre un centre de santé varie de 30 minutes à 1 heure.



Graphique 8: Pourcentage des collines par problème de santé le plus récurrent

Sécurité alimentaire



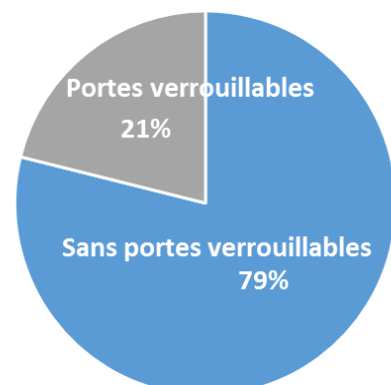
■ 1 repas/jr ■ 2 repas/jr ■ 3 repas/jr

Graphique 9: Pourcentage des PDI par nombre de repas consommés par jour

60% des personnes déplacées internes (PDI) font face à l'insécurité alimentaire sévère et ne mangent qu'un seul repas par jour. Les provinces de Bubanza et Kirundo sont les plus touchées avec 83% et 93% des PDI qui n'ont accès à qu'un seul repas par jour. Dans 96% des collines enquêtées, il n'y a pas eu de distribution de vivres ces 3 derniers mois.

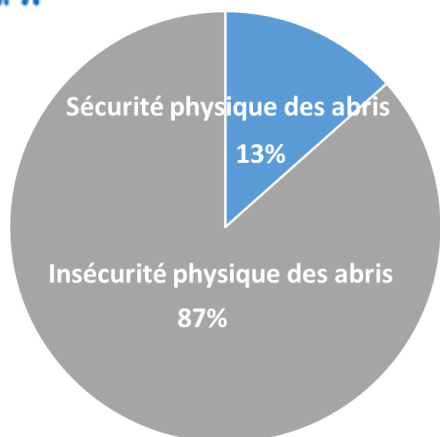
Eau et Assainissement

Dans 53% des collines enquêtées, le temps de marche nécessaire aux PDI pour atteindre la source d'eau principale la plus proche est de 15 à 30 minutes. Toutefois, dans 92% des collines enquêtées de la province de Muyinga, la durée du trajet varie de 30 minutes à 1 heure. Dans 91% des collines évaluées, l'éclairage des latrines manque. De même, dans 79% des collines évaluées, les portes des latrines ne sont pas verrouillables. Les portes des latrines ne sont pas verrouillables dans la totalité des collines évaluées des provinces de Bururi, Cibitoke, Rutana et Ruyigi.



Graphique 10: Répartition des collines par latrines ayant ou non des portes verrouillables

APERÇU HUMANITAIRE

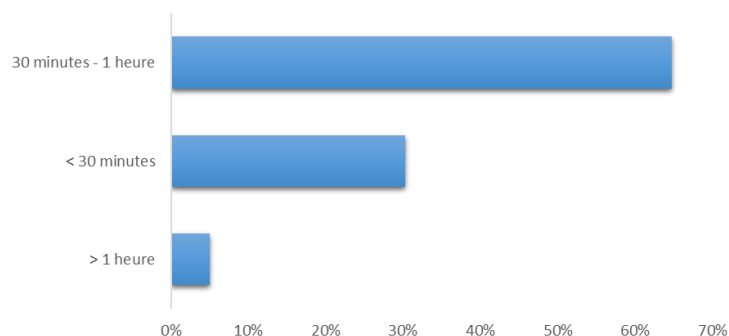


Des problèmes de sécurité physique (abris en mauvais état) sont rapportés dans 87% des collines enquêtées du pays. Muyinga, Ruyigi, Makamba, Gitega et Kayanza sont les provinces les plus touchées: toutes les collines enquêtées dans ces provinces sont affectées. Les bâches plastiques sont les articles non alimentaires (ANA) qui font le plus défaut dans 94% des collines enquêtées de la province de Kayanza tandis que ce sont les ustensiles de cuisine qui font le plus défaut dans 89% des collines enquêtées de la province de Bururi.

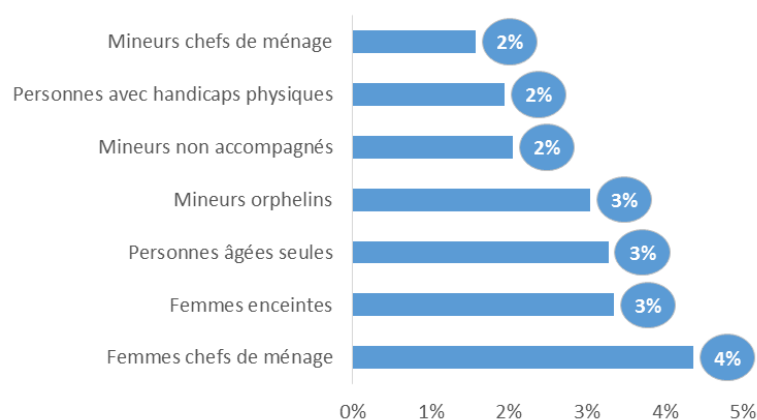
Graphique 11: Pourcentage de collines où ont été rapportés des problèmes de sécurité physique



Dans 64% des collines enquêtées du pays, le temps de marche que doivent effectuer les enfants déplacés pour atteindre leur école, varie de 30 minutes à une heure. Dans 22% des collines enquêtées de la province de Rutana, ce temps de trajet s'élève à plus d'une heure.



Graphique 12: Temps de marche nécessaire aux enfants déplacés pour arriver à l'école



Graphique 13: Pourcentage de la population déplacée par type de vulnérabilité

Les femmes seules chefs de ménage représentent plus de 4% de la population déplacée. Dans la province de Gitega, elles représentent 7% de la population déplacée.

3.744 PDI dans les sites de déplacés internes

Septembre 2017

Burundi

Sites de Mushasha I et Mushasha II

Les sites de Mushasha I et Mushasha II de la commune Mutimbuzi en province Bujumbura Rural ont été créés en juin 2016 à la suite des inondations. Tous les PDI proviennent de la commune Mutimbuzi et sont au nombre de 2.278 regroupés répartis au sein de 144 ménages. Dans les deux sites, plus de 75% des abris sont inondables en temps de pluie. Les PDI des deux sites sont en mesure de cultiver près des sites dans les terres où ils cultivaient avant les inondations.

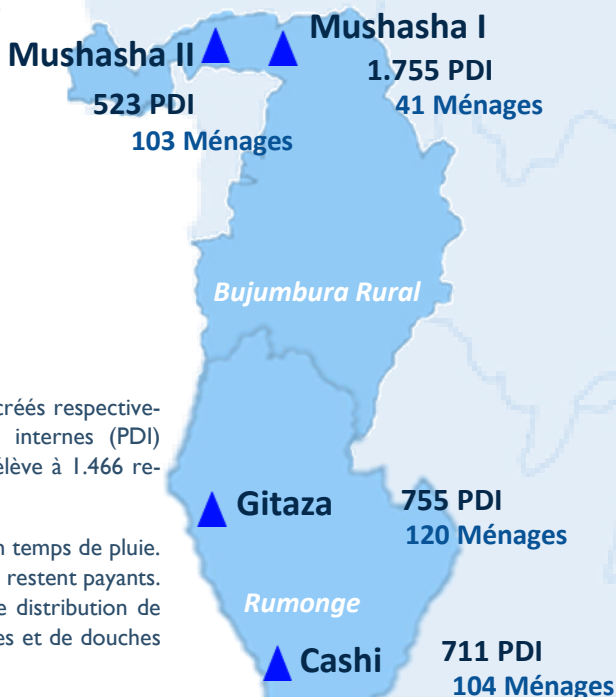
Des centres de santé sont accessibles aux déplacés, les soins restant toutefois payants. Les hommes et les femmes bénéficient de latrines et de douches séparées, mais l'éclairage y fait défaut.

Les deux sites sont en phase de fermeture et le gouvernement et les partenaires du secteur abris planifient la distribution d'un paquet retour pour tous les PDI.

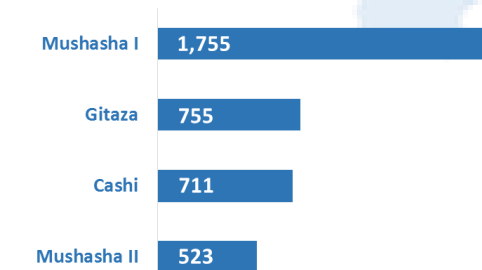
Sites de Cashi et Gitaza

Les sites de Gitaza (commune Muhuta) et Cashi (commune Bugarama) ont été créés respectivement en novembre 2015 et février 2016. Toutes les personnes déplacées internes (PDI) proviennent de la commune de Muhuta (province Rumonge) et leur nombre s'élève à 1.466 regroupées, répartis au sein de 224 ménages.

Dans ces sites, les abris sont en mauvais état; 75% d'entre eux sont inondables en temps de pluie. Les centres de santé sont accessibles aux PDI des deux sites; toutefois les soins y restent payants. Bien que les postes de lavage soient disponibles dans les deux sites, la dernière distribution de savon date de décembre 2016. Les hommes et les femmes bénéficient de latrines et de douches séparées, mais l'éclairage y fait défaut.



NOMBRE DE PDI DANS LES SITES DE DÉPLACÉS INTERNES



DÉMOGRAPHIE DE LA POPULATION DES SITES



81%

Femmes + Enfants (0-17)



3%

Femmes enceintes



3%

Personnes âgées



60%

Enfants (0-17)



3%

Nourrissons (<1)



12%

Enfants (1-4)



45%

Jeunes (5-17)

Les deux sites sont en phase de fermeture et la majorité des PDI (137 ménages sur 224) sera relocalisée sur un terrain cédé par le gouvernement dans la zone Kigwena (province de Rumonge).

Sur le lieu de la relocalisation, 177 parcelles sont disponibles, dont 40 sont réservées aux ménages de la communauté hôte. A ce jour, les fondations de cent maisons sont achevées et les partenaires du secteur Abris fourniront les bâches et les poteaux pour ériger des abris transitoires. Ces derniers seront progressivement transformés en abris permanents. La construction des fondations pour les 77 parcelles est en cours. Tous les PDI recevront un paquet d'aide au retour au moment de la fermeture des deux sites.

Nom du site	Nombre de latrines fonctionnelles	Nombre de latrines non-fonctionnelles	Nombre de points d'eau fonctionnels	Nombre de points d'eau non-fonctionnels
Cashi	36	0	4	6
Gitaza	17	13	14	0
Mushasha I	53	0	6	6
Mushasha II	20	0	6	1

La nature récurrente des désastres naturels au Burundi a un impact important sur les vies des PDI dans la mesure où leurs moyens de subsistance sont souvent étroitement liés à l'agriculture. Les PDI sont faiblement protégés face à ces risques, ce qui accroît leur vulnérabilité et leur besoin d'assistance humanitaire.

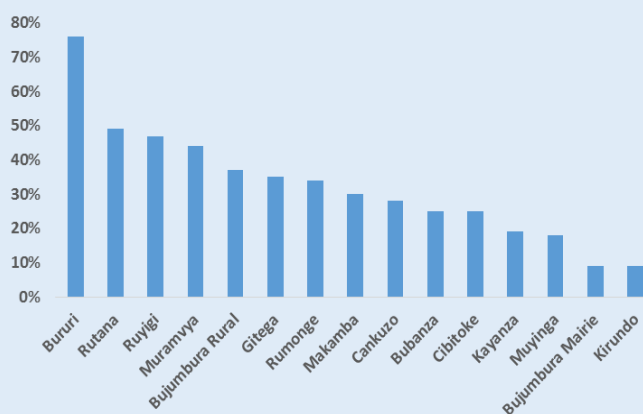
Les PDI et l'agriculture

L'économie du Burundi est essentiellement rurale, basée sur l'agriculture et l'élevage. La production agricole est composée de produits comme le café, le thé, le coton, et la culture vivrière. Les PDI, comme le reste de la population locale, dépendent largement de l'agriculture. **Cependant, les PDI font face au manque d'accès aux terres cultivables.** Ils vivent du travail journalier et des cultures dans les champs qu'ils louent majoritairement aux communautés d'accueil.

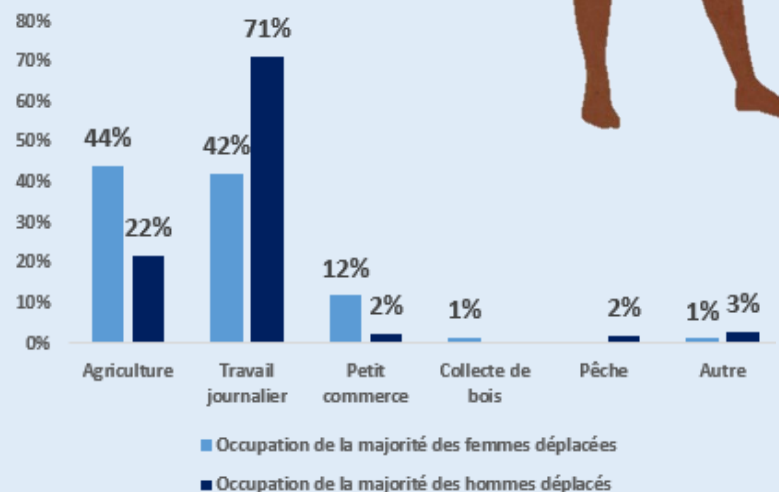
La terre représente une valeur économique sûre. Son accès et son utilisation ont un rôle déterminant dans les conditions de vie de la quasi-totalité des populations rurales en général et des PDI en particulier. **Seuls 32% des PDI ont accès à des terres cultivables.** Un grand nombre de PDI a accès à des terres cultivables dans les provinces de Bururi (76%), Rutana (49%) et Ruyigi (47%). Ces proportions sont plus faibles dans les provinces de Kirundo et Bujumbura Mairie.

Le travail journalier

Les activités génératrices de revenus et le travail journalier des PDI relèvent principalement du secteur agricole. La majorité des PDI travaillent principalement comme main d'œuvre dans les champs ou dans les chantiers de briqueterie. Certains PDI des provinces situées près de la frontière de la Tanzanie, telles que Muyinga, Karusi, Cankuzo, Ruyigi, Rutana, Rumonge et Makamba, effectuent des migrations transfrontalières saisonnières, se faisant embaucher dans les plantations et reviennent à la fin de la saison agricole.



Graphique 15: Pourcentage des PDI ayant accès aux terres cultivables



Graphique 14: Pourcentage des collines par emploi de la majorité des PDI, par sexe

Le travail journalier est l'emploi principal de 71% des hommes et de 42% des femmes déplacées internes dans le pays. Néanmoins, peu de femmes dans la province de Bujumbura Mairie ont pour emploi un travail journalier (10% des femmes déplacées), dans la mesure où le travail journalier reste limité pour les femmes, l'agriculture y étant presque inexistante. Les femmes déplacées internes dans cette province s'investissent beaucoup dans le petit commerce (76% des femmes déplacées).



Activités Génératrices de Revenus (AGR) et vulnérabilité des populations déplacées

Certaines personnes déplacées travaillent dans leurs propres champs et d'autres louent des champs pour cultiver et tirer profit de leurs propres récoltes. En septembre 2017, seuls 22% des hommes déplacés et 44% des femmes déplacées possèdent leurs propres terres ou sont en mesure de louer des terres pour produire leur propre récolte. Le manque d'accès aux terres cultivables et le manque de capital dont disposent les PDI les empêchent d'initier des activités génératrices de revenus, ce qui, par conséquent, les maintient dans une situation d'insécurité alimentaire permanente. **Seuls 29% des PDI ont accès aux AGR.** La saison agricole (saison A) du mois de septembre a contribué à une légère augmentation du nombre de PDI ayant accès aux AGR au cours des trois derniers mois : de 27% en juillet à 29% en septembre 2017.

Cette proportion, qui est plus faible dans la province de Kirundo au cours de cette même période (7% à 4% respectivement), s'explique par la sécheresse répétitive dans la province. Cette diminution s'explique par le fait que durant les mois de juillet et août les AGR sont ponctuelles et disparaissent avec le début de la saison des pluies, au mois de septembre.

Les saisons et les récoltes

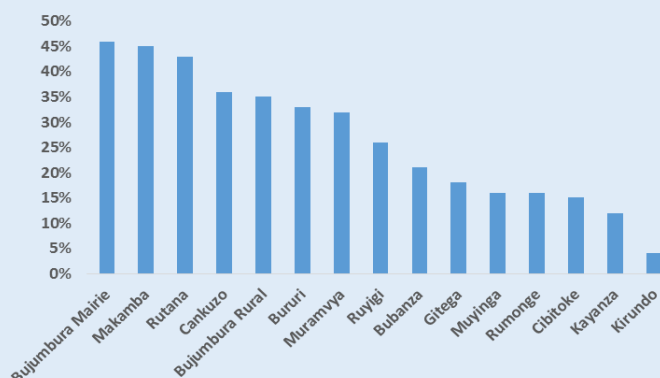
La sécheresse qui a sévi dans les provinces de Kirundo, Bubanza et Cibitoke durant la saison agricole B (Février-Juin 2017) a causé d'importantes pertes de récoltes de maïs et de haricots. Ce phénomène est permanent dans les provinces de Kirundo depuis 2015, et Bubanza depuis l'année passée.



Photo 1: Champs de maïs détruits par la sécheresse. Province Bubanza, Commune Gihanga © OIM 2017
(Photographe: Francine Munezero)

Depuis le mois de mai 2016, la province de Bubanza a connu une longue période de sécheresse qui continue à sévir jusqu'à présent. Le manque sévère de pluies pousse les PDI à se déplacer vers la localité située sur les rives de la rivière Mpanda pour pouvoir bénéficier de l'eau pour les cultures. **Les pluies torrentielles sont fréquentes à travers tout le pays tout au long de la saison des pluies et détruisent les cultures surtout dans les régions du Nord-ouest et le Sud-Est du pays.** La sécheresse a eu un impact sur la population en général et sur les PDI en particulier, provoquant au mois de septembre des épidémies, selon les agents des centres de santé de la province. La province de Rumonge subit souvent des glissements de terrain en fin de la saison des pluies: les terrains à fort dénivelé et ayant absorbé beaucoup d'eau tout au long de la saison finissent par s'effondrer.

Ces catastrophes ont des conséquences néfastes sur les récoltes qui se traduisent ensuite par l'augmentation de l'insécurité alimentaire pour l'ensemble de la population. Ces phénomènes sont les principaux motifs de déplacement des personnes qui partent rechercher de la nourriture.

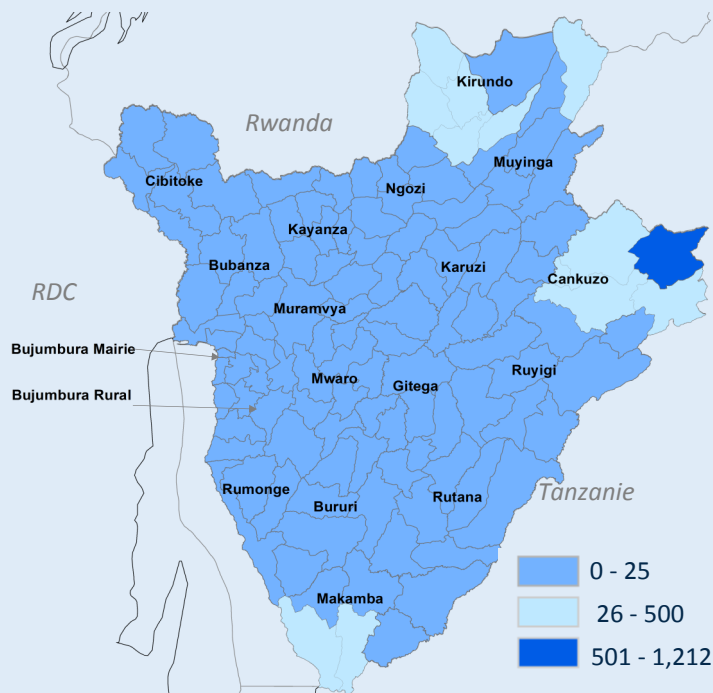


Graphique 16: Pourcentage des PDI ayant accès aux AGR

Au cours des deux derniers mois (août et septembre), les nouveaux déplacements internes sont principalement causés par la sécheresse. **Au mois de septembre, les désastres naturels ont été à l'origine de 99% de nouveaux déplacements dont 78% ont été causés par la sécheresse.**

La plus grande majorité de la population déplacée provient de la province de Kirundo. Cette province est affectée par une sécheresse chronique depuis la seconde saison agricole de 2015. La sécheresse chronique qui sévit lors de la saison agricole B, durant laquelle les cultivateurs s'attendent à récolter de grandes quantités de maïs et de haricots découragent les travailleurs agricoles qui préfèrent se déplacer et chercher de meilleures conditions de vie.

La province de Cankuzo accueille le plus grand nombre de nouvelles personnes déplacées suite à la sécheresse. La proportion de nouveaux déplacements au mois d'août s'y élève à 61%. La province de Kirundo accueillent également de nouvelles personnes déplacées (8% des PDI au mois d'août et 10 % des PDI au mois de septembre). Les nouveaux déplacements internes liés à la sécheresse sont également observés au sud du pays dans la province de Makamba (7% au mois d'août et 3% au mois de septembre). Ces PDI proviennent des provinces de Kirundo et Bubanza.



Carte 5: Nombre de personnes déplacées à cause de la sécheresse de juin à août 2017, par commune

Catastrophes naturelles et sécurité alimentaire

La perte des récoltes et des cultures qui est souvent la source de revenus principale pour les PDI (en particulier les bananeraies, le maïs, le haricot et le manioc) conduit au manque de nourriture, accroissant l'insécurité alimentaire. La perte des récoltes aggrave la vulnérabilité des PDI car elle entraîne la flambée des prix sur le marché. **La perte des opportunités économiques, une plus grande dépendance sur le marché alors que les prix ne cessent pas de grimper, et l'érosion du pouvoir d'achat rendent toujours plus difficile l'accès des ménages PDI à l'alimentation.** L'instabilité causée par les désastres affecte davantage les ménages vulnérables des PDI qui sont plus exposés de façon récurrente à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Dans leur déplacement, les PDI font souvent face au risque de perte des avoirs actifs (élevage, plantations, outils et matériel de travail, etc.) ainsi qu'aux cas de vente sur pied des récoltes avant leur maturité ou d'abandon de celles-ci par les personnes déplacées.

Entre les mois de juillet et septembre 2017, dans la province de Makamba, l'insécurité alimentaire aiguë a persisté dans la plaine de l'Imbo (ouest-Makamba) où 35% de la population a été classée en phase 3 et 4% en phase 4 de l'IPC (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) pendant la période post-récolte (juillet à septembre 2017). En effet, la précédente saison agricole, particulièrement mauvaise, a laissé d'importantes séquelles au point que même les bonnes récoltes de la saison B de 2017 n'ont pu compenser le déficit, conduisant ainsi à un faible relèvement de la sécurité alimentaire lors la période suivante. ⁽¹⁾

Dans la province de Bubanza, des vents violents ont causé des dégâts vers la fin du mois de septembre, détruisant les toitures des maisons, les champs des bananeraies et les infrastructures. **La saison sèche a été longue et l'absence de pluie a rendu les deux saisons improductives, aggravant la situation d'insécurité alimentaire des PDI.**

Depuis l'année dernière, la province de Cibitoke a aussi connu une certaine sécheresse, en particulier dans la commune de Rugombo et Buganda. Le début de la saison agricole a provoqué le déplacement des familles PDI vers d'autres communes, comme Mabayi depuis le mois de mars. D'autres familles se sont déplacées vers la République Démocratique du Congo (RDC) en vendant les toitures de leurs maisons et leurs biens mobiliers.

Les catastrophes naturelles, en particulier les pluies torrentielles et les vents violents sont très violents en début et en fin de saison des pluies (de septembre à mai). Ces derniers tentent de s'adapter en cultivant des cultures dont la maturité est à très courte terme, ou préfèrent se déplacer vers des espaces qu'ils jugent plus intéressants en termes économiques. **Dans plusieurs zones du pays, les inondations détruisent les récoltes chaque année.** Certains PDI, qui habitent sur les terrains fréquemment inondables, ont les moyens de louer d'autres terres cultivables. Les autres sont obligés de continuer à cultiver sur les terres inondables, faisant face aux risques de pertes de récolte. Souvent, les inondations répétitives poussent les PDI à abandonner leurs terres, perdant ainsi leurs moyens de subsistance.



Photo 2: Champs détruits par les pluies torrentielles. Province Bubanza, Commune Rugazi © OIM 2017 (Photographe: Sophie Furaha)

(1) Source: Groupe de travail sécurité alimentaire au Burundi, 2017

Mécanismes d'adaptation des PDI au Burundi



Suite à une catastrophe naturelle, les ménages déplacés ont un accès limité aux moyens de subsistance et à l'alimentation. Pour faire face à l'insécurité alimentaire, les PDI adoptent des mécanismes d'adaptation qui pourraient contribuer à accentuer leur vulnérabilité. Les mécanismes suivants ont été identifiés à travers les données de la DTM comme étant adoptés par les PDI au Burundi, en particulier après un désastre naturel.



Migrations prolongées

Une famille ou des membres de la famille se déplacent pour s'installer ailleurs en attendant que les conditions de vie s'améliorent dans les zones d'origine.



Consommation des aliments de basse qualité

N'ayant pas les moyens d'acheter des produits sur le marché, les PDI mangent des aliments de basse qualité. La pâte de manioc est l'aliment principal des PDI au Burundi. Parmi eux, certains sont contraints de manger les fruits ou tubercules sauvages. Les aliments de basse qualité contribuent à la malnutrition des enfants PDI, un problème de grande ampleur dans le pays.

Envoi d'un membre de la famille à la recherche de travail

Les maris ou les enfants partent dans d'autres localités à la recherche de travail pendant que les membres de la famille vivent dans l'incertitude de l'avenir. Ces séparations peuvent accroître les risques de protection pour les membres de la famille.



Vente des biens

Les PDI vendent des articles non-alimentaires comme les toitures, le bétail, les radios, les ustensiles de cuisine et leurs terres. Pour prioriser l'achat de la nourriture, beaucoup de PDI restent dépourvus de tout bien matériel.



Réduction des repas

Les familles PDI réduisent le nombre de repas consommés par jour et les adultes s'abstiennent de manger en favorisant les enfants. Ces mécanismes d'adaptation les rendent faibles et vulnérables aux maladies.

Réduction des dépenses non-alimentaires

Les dépenses de la majorité des PDI s'orientent vers l'achat de nourriture en réduisant les dépenses non-alimentaires comme l'éducation, l'habillement, le transport, l'achat des intrants agricoles ou des équipements. Par conséquent, le manque d'éducation et la faible production agricole aggrave la pauvreté.



Dépendance à l'assistance

La dépendance des PDI à l'assistance peut aggraver leur vulnérabilité car l'assistance continue n'encourage pas les PDI à améliorer leurs situations.



Abandons scolaires

Les données de la DTM révèlent que beaucoup d'écoliers déplacés abandonnent l'école pour participer à la contribution des charges des ménages ou parce qu'ils ont faim. Les jeunes filles déplacées abandonnent l'école pour se marier à la recherche d'une vie meilleure.



Réduction de la priorité à la santé et à l'hygiène

Face à l'insécurité alimentaire, les PDI ne consultent pas souvent les structures sanitaires en cas de maladies, faute de moyens. Beaucoup de PDI n'ont pas de latrines adéquates mais elles creusent de simples trous qui laissent la propagation des microbes et rendent précaire leur santé. Elles boivent également de l'eau provenant souvent de sources insalubres.



DTM

IOM • OIM

THE UN MIGRATION AGENCY



CONTACT

OIM Burundi, DTMBurundi@iom.int, Tel: +257 75 40 04 48

Facebook: International Organization for Migration – Burundi

Twitter: [@IOM_Burundi](https://twitter.com/IOM_Burundi)

